

A un C. C. convoqué, enfin, pour « ratifier » l'exclusion de Molinier, la fraction Rous-Naville refuse de discuter avec Molinier, et quitte la salle. Même jeu de scène à une assemblée générale.

Un ultimatum nous est adressé par la fraction Rous-Naville.

Un « C. C. » se tient où nous ne sommes pas convoqués ; nous envoyons deux camarades proposant un débat politique, on répond par des mesures d'organisation... et par des injures et des calomnies. Il suffit de comparer les Bulletins intérieurs publiés par nous et par l'autre fraction pour constater la différence : notre souci d'une solution politique, nos propositions d'organisation conciliatrices, et de l'autre côté, des affirmations qui veulent être politiques et des calomnies sur une question dont il est nécessaire de dire quelques mots : la question financière.

*

**

On a accusé ni plus ni moins des camarades d'en acheter d'autres, de donner leur argent quand il leur plaisait, de faire avec leur argent la politique qu'ils voulaient et non celle de l'organisation.

Acheter des camarades ? Une telle accusation est purement méprisable ; elle dénote de ceux qui l'ont imaginée une méconnaissance totale des camarades qui ont participé à « la Commune » dont la plupart sont les plus anciens militants de notre organisation, après avoir passé des années dans le P. C. ou les J. C., et qui ont combattu pour l'opposition de gauche dans des conditions plus difficiles qu'aujourd'hui. Que des camarades aient été obligés, au cours d'une crise, à recourir à une telle argumentation, devrait suffire à les disqualifier pour longtemps.

La deuxième accusation est complètement fautive. Il n'y a pas de militants disposant d'argent et les efforts considérables faits par quelques camarades pour permettre la vie matérielle du G.B.L., n'ont pas dépendu de la politique du G. B. L. Aujourd'hui encore, après la scission, ces camarades paient régulièrement les dettes de « La Vérité », comme la preuve peut en être facilement établie.

Coincée par ses calomnies sur ces questions d'argent, la fraction Rous-Naville a dû chercher à se faire couvrir. Une commission de contrôle avait été nommée par la Conférence nationale ; c'est à elle que devait revenir l'examen non pas du différend politique, mais de l'application ou de la violation des règles d'organisation par la direction. Un membre de cette commission, le camarade G. pose la question à Rous et à Frank : acceptation de Frank qui ajoute que cela

ne lui semble toutefois pas suffisant pour régler le conflit ; refus de Rous. Une commission de contrôle spéciale sera nommée... par la fraction Rous-Naville. La commission de contrôle de l'organisation ne comprenait aucun membre de la direction ; elle seule pouvait offrir toute garantie d'impartialité. La fraction Naville-Rous se baptisant C. C. nomme une commission composée de : un membre du S. I., Martin ; un membre du C. C. Boitel et un camarade de la Commission de contrôle qui, après quelques changements, se trouve être le camarade G... Donc 2 membres sur 3 sont chargés de se contrôler eux-mêmes et de nous condamner.

La scission préparée méthodiquement, le « C. C. élargi » est convoqué. On est sûr de majoriser les camarades de province, puisque 9 camarades sont exclus. Au C. C. élargi, cette majorité pose des conditions inacceptables, refuse d'entendre les camarades, malgré l'opposition de presque tous les camarades de province présents.

4) Conclusions

Ainsi fut faite la scission, non après un débat politique, mais par des mesures d'organisation brutales.

La principale divergence qui ressort après la crise et qui est d'une importance capitale, réside dans les méthodes d'organisation qui ont été employées. Il n'y a certes pas de méthodes d'organisation indépendantes d'une politique donnée ; mais le cas présent était caractérisé au départ par un brouillard politique intense ; depuis des mois, il n'y avait pas de ligne politique de l'organisation et aucune vie politique, aucune clarté politique. Il en résultait des accrochages perpétuels. Si dans cette nuit politique se produisaient des entorses aux strictes règles d'organisation (nous avons montré combien les « jeunes » en ont faites), le rôle d'une direction était non pas de prendre des mesures qui cristallisaient par avance deux fractions et les mettaient sur des routes divergentes, mais de laisser le débat politique se poursuivre malgré tout et si un accord politique était possible, de trouver à ce moment, les mesures d'organisation appropriées. Nous connaissons d'autres périodes de crise ; des problèmes plus douloureux se poseront à nous ; des tournants importants seront à accomplir. Avec notre méthode, les crises peuvent se résoudre avec le minimum de rupture et le plus positivement pour l'organisation. Avec la méthode qui a été employée par la fraction Rous-Naville, on risque à chaque tournant de mettre hors de l'organisation une partie plus ou moins importante de l'organisation.